
Jean-Christophe Bureau, La politique agricole commune

Éditions La Découverte, Collection Repères n° 480, mars 2007, ISBN 978-2-7071-5017-2, 8,50 €

Sophie Thoyer



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/2089>

ISSN : 2105-2581

Éditeur

Société Française d'Économie Rurale (SFER)

Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2007

Pagination : 71-72

ISSN : 0013-0559

Référence électronique

Sophie Thoyer, « Jean-Christophe Bureau, La politique agricole commune », *Économie rurale* [En ligne], 302 | Novembre-décembre 2007, mis en ligne le 30 décembre 2009, consulté le 15 novembre 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/2089>

© Tous droits réservés

 Jean-Christophe BUREAU

La politique agricole commune

Éditions La Découverte, Collection Repères n° 480,
mars 2007, ISBN 978-2-7071-5017-2, 8,50 €

Ce petit précis sur la politique agricole commune (PAC) tombe à pic ! À l'heure où la politique agricole devient l'affaire de tous, discutée aussi bien dans le Grenelle de l'environnement que dans le dernier rapport sur le développement de la Banque mondiale, dénoncée comme trop dispendieuse des fonds publics ou défendue pour sa contribution à l'harmonie du territoire, il était temps de pouvoir se replonger dans l'analyse historique et économique du rôle qu'elle a joué en Europe.

Jean-Christophe Bureau, d'abord chercheur à l'Inra puis professeur d'économie à AgroParisTech¹, a une longue expérience de recherche et d'expertise sur la PAC et sur son articulation avec le commerce international. Il réussit dans cet ouvrage à présenter un panorama exhaustif et accessible à tous de l'histoire de la PAC, des instruments d'intervention sur lesquels elle s'est appuyée, et des réformes successives qui ont été entreprises pour l'adapter à l'évolution du contexte mondial et européen.

Dès l'introduction, J.-C. Bureau nous rappelle que si la PAC est devenue aujourd'hui le bouc émissaire des hommes politiques et des organisations de la société civile, elle a aussi été l'un des pivots de la construction européenne. La libre circulation des produits alimentaires devait assurer la convergence des prix et, à terme, celle des salaires pour ainsi contri-

buer à une Europe dont les avantages comparatifs vis-à-vis du reste du monde auraient été plus homogènes. Le choix des mécanismes d'intervention a été crucial. Le principe des prix garantis a simultanément fait la grandeur de la PAC et créé les problèmes dans lesquels elle se débat encore aujourd'hui. Plutôt que de nous entraîner dans une narration historique trop longue et qui perdrait le lecteur non averti dans la jungle des règlements et des organisations communes de marché, J.-C. Bureau a choisi de broser une synthèse des dates essentielles et des moteurs des réformes pour décrire ensuite le fonctionnement de la PAC actuelle. Il s'attaque ensuite de manière plus pointue aux thèmes transversaux : les mécanismes économiques de la PAC, ses fonctions non marchandes – principalement le développement rural et l'environnement –, et les relations commerciales entre la PAC et les pays tiers. Il montre comment l'évolution vers des instruments de soutien au revenu découplés de la production a été non seulement imposée par les exigences de négociation à l'Organisation mondiale du commerce, mais aussi par les dissensions internes sur le financement de la PAC. Quant aux préoccupations sur l'impact environnemental de la PAC, elles sont certes affichées avec une insistance accrue et la mise en place de la conditionnalité contribue à verdier aussi le premier pilier – celui des aides aux produits – mais le constat sur l'efficacité des programmes agro-environnementaux reste encore très mitigé. L'aide aux pratiques plus respectueuses de l'environnement masque le plus souvent des politiques de transfert de revenu.

Dans ses conclusions, J.-C. Bureau insiste sur l'avenir de la PAC. Même si la réforme de 2003 est justifiée par la nécessité de construire une politique stable à l'horizon 2013, cette belle façade rénovée se lézarde déjà. Les dissensions sur les contributions nettes des États membres au budget européen sont désormais au cœur des négociations et se doublent d'un conflit

1. AgroParisTech est un établissement résultant de la fusion, au 1^{er} janvier 2007, de l'Institut national agronomique Paris Grignon (INA P/G), de l'École nationale de génie rural, des eaux et forêts (ENGREF) et de l'École nationale supérieure des industries agricoles et alimentaires (ENSAIA).

sur leur vision à long terme de la structuration de la PAC : les approches résolument libérales de certains États membres en matière de politique économique s'accommodent difficilement des outils d'encadrement de plus en plus sophistiqués de la PAC. Désormais, on s'oriente donc doucement mais sûrement vers une renationalisation partielle de la PAC. Cela peut être interprété comme une manière de réintroduire la subsidiarité et de mieux laisser s'exprimer les préférences nationales. Mais cela peut aussi marquer un retour en arrière, l'abandon d'une force commune qui a imposé l'Europe sur le marché international agricole et agroalimentaire. La condamnation de la PAC au titre de son impact sur les pays du Sud est aussi à modérer. L'auteur montre, chiffres à l'appui, que les impacts distorsifs sur les prix mondiaux restent limités. Certes, les restrictions d'accès au marché européen pénalisent les grands pays émergents agro-exportateurs sur des produits concurrents des produits européens

(viande, céréales), mais le marché européen reste cependant l'un de leurs plus grands débouchés. C'est plutôt l'érosion des préférences et le démantèlement des accords préférentiels, entraînés par l'obligation d'ouvrir les frontières européennes à la concurrence, qui imposent des coûts exorbitants aux économies fragiles du Sud. La flambée des cours des céréales, qui frappe de plein fouet les pays agro-importateurs à faible revenu, montre bien que l'élimination des distorsions sur les prix mondiaux peut créer autant de problèmes qu'elle n'en résout.

Cet ouvrage est donc à mettre entre toutes les mains : étudiants, enseignants, chercheurs et tout simplement ceux qui veulent comprendre les enjeux de la politique agricole commune. La bibliographie fournie permettra à ceux qui le souhaitent d'aller plus loin. ■

Sophie THOYER

*Professeur d'économie,
SupAgro, Montpellier*